

Bruxelles, le 28.10.2022
C(2022) 7589 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 28.10.2022

**relative au financement du plan d'action annuel 2022 pour l'instrument européen relatif
à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 28.10.2022

relative au financement du plan d'action annuel 2022 pour l'instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (Euratom) 2021/948 du Conseil du 27 mai 2021 instituant un instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire complétant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, sur la base du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et abrogeant le règlement (Euratom) n° 237/2014², et notamment son article 7,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre de l'instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire (ICSN), il y a lieu d'adopter une décision de financement annuelle, qui constitue le programme de travail annuel pour 2022. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives³ adoptées conformément à l'article 215 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel pour la période 2021/2027⁴, qui s'appuie sur les trois objectifs spécifiques énoncés à l'article 2 du règlement (Euratom) 2021/948 du Conseil.
- (4) Les objectifs poursuivis par le plan d'action annuel à financer au titre de l'instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire sont la promotion d'une véritable culture de la sûreté nucléaire et la mise en œuvre des normes les plus strictes en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection, et l'amélioration constante de la sûreté nucléaire; la gestion responsable et sûre du combustible usé et des déchets radioactifs (à savoir les opérations de transport, de

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 79.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ C(2021) 8687.

prétraitement, de traitement, de transformation, d'entreposage et de stockage ultime), ainsi que le déclassement et l'assainissement d'anciens sites et installations nucléaires; et la mise en place de cadres et de méthodes pour la réalisation de contrôles de sécurité efficaces et effectifs des matières nucléaires dans les pays tiers.

- (5) L'action intitulée «Culture de sûreté nucléaire» vise à promouvoir une véritable culture de la sûreté nucléaire et à mettre en œuvre les normes les plus strictes en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection dans le voisinage oriental (Arménie), les pays candidats à l'adhésion à l'UE (Turquie, Ukraine), ainsi qu'au Nigeria et dans les pays de l'ASEAN.
- (6) L'action intitulée «Gestion sûre du combustible usé et des déchets radioactifs» vise à apporter un soutien à la gestion sûre des déchets radioactifs et du combustible nucléaire usé à l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA) et à coopérer sur ce sujet dans le monde entier avec l'Agence internationale de l'énergie atomique.
- (7) L'action intitulée «Contrôles de sécurité nucléaire» vise à renforcer le programme international de sécurité nucléaire dans plusieurs pays du continent africain, à savoir l'Afrique du Sud et l'Algérie, en coopération avec la Commission africaine de l'énergie nucléaire (AFCONE).
- (8) L'action intitulée «Mesures d'appui à la mise en œuvre de l'instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire (ICSN)» prévoit notamment des audits, des évaluations, des identifications, des études, des réunions, des communications ainsi que d'autres dépenses d'assistance administrative ou technique contribuant à la bonne gestion du programme, à la réalisation des objectifs et des résultats escomptés, ainsi qu'à la mesure et à l'analyse de l'incidence et aux rapports y afférents.
- (9) Conformément à l'article 9 du règlement (Euratom) 2021/948, l'action sera mise en œuvre en gestion indirecte.
- (10) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046. À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046⁵ et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (11) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (12) Conformément à l'article 212, paragraphe 1, du règlement financier, les provisions constituées pour couvrir les responsabilités financières découlant d'instruments financiers, de garanties budgétaires ou de l'assistance financière sont détenues dans un fonds commun de provisionnement. Les crédits nécessaires au titre de la présente décision sont destinés à apporter les ressources financières nécessaires au provisionnement du fonds commun de provisionnement, afin de couvrir la

⁵ À l'exception des cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

responsabilité financière couvrant les emprunts Euratom dans les pays tiers, autorisés au titre de la décision 77/270/Euratom du Conseil⁶.

- (13) L'article 3, paragraphe 1, du règlement (Euratom) 2021/948 prévoit que la mise en œuvre dudit règlement est fondée sur la cohérence, les synergies et la complémentarité avec le règlement (UE) 2021/947⁷ établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde (IVCDCI). À la lumière de ce principe, le considérant 16 du règlement (Euratom) 2021/948 prévoit que les règles et procédures fixées dans le règlement (UE) 2021/947 doivent s'appliquer à la mise en œuvre du règlement (Euratom) 2021/948, tandis que les dispositions d'exécution au titre du règlement (Euratom) 2021/948 doivent correspondre à celles prévues dans le règlement (UE) 2021/947.
- (14) Conformément à l'article 50, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, l'enveloppe financière de l'IVCDCI finance le provisionnement des garanties et de l'assistance financière autorisées au titre d'actes de base dont le provisionnement est régi par le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009⁸. Les emprunts Euratom en faveur de pays tiers hérités du passé relèvent du champ d'application de l'article 1^{er}, premier alinéa, du règlement (CE, Euratom) n° 480/2009, étant donné qu'il s'agit de prêts octroyés ou garantis par les Communautés.
- (15) Par conséquent, il convient que l'enveloppe financière de l'ICSN finance l'approvisionnement couvrant les emprunts Euratom en faveur de pays tiers hérités du passé, autorisés au titre de la décision 77/270/Euratom du Conseil.
- (16) Cette approche est renforcée par la possibilité, au titre de l'article 10, paragraphe 2, du règlement (Euratom) 2021/948, de fournir un soutien aux nouveaux emprunts au titre de l'ICSN, mis en œuvre conformément aux règles applicables à la garantie pour l'action extérieure établies par le règlement (UE) 2021/947 («garantie pour l'action extérieure»), et elle contribue au provisionnement de la garantie pour l'action extérieure.
- (17) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action annuel, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (18) Le plan d'action annuel prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité ICSN créé par l'article 15 du règlement (Euratom) 2021/948,

⁶ 77/270/Euratom: Décision du Conseil du 29 mars 1977 habilitant la Commission à contracter des emprunts Euratom en vue d'une contribution au financement des centrales nucléaires de puissance (JO L 88 du 6.4.1977, p. 9).

⁷ Règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil (JO L 209 du 14.6.2021, p. 1).

⁸ Règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil du 25 mai 2009 instituant un Fonds de garantie relatif aux actions extérieures (version codifiée) (JO L 145 du 10.6.2009, p. 10).

DÉCIDE:

Article premier

Le plan d'action

La décision de financement annuelle, constituant le plan d'action annuel destiné à mettre en œuvre l'instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire (ICSN), telle qu'elle figure dans les annexes, est adoptée.

Le plan d'action comporte les actions suivantes:

- document d'action relatif à la culture en matière de sûreté nucléaire 2022 (annexe 1);
- document d'action relatif à la gestion sûre du combustible usé et des déchets radioactifs 2022 (annexe 2);
- document d'action relatif aux contrôles de sûreté nucléaire 2022 (annexe 3);
- document d'action relatif aux mesures d'appui 2022 (annexe 4).

Article 2

Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour 2022 est fixé à 35 940 492 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne 14 06 01 00 du budget général de l'Union. Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée au provisionnement du fonds commun de provisionnement afin de fournir des garanties budgétaires pour des emprunts Euratom dans les pays tiers pour 2022 est fixé à 1 123 978 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne 14 06 02 00 du budget général de l'Union.

Les crédits prévus au deuxième alinéa seront versés au fonds commun de provisionnement.

Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés aux annexes 1, 2 et 3.

Article 4

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de maximum 5 000 000 EUR ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁹ des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution et ne représentant pas plus de 5 000 000 EUR, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

⁹

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 28.10.2022

Par la Commission
Jutta URPILAINEN
Membre de la Commission